

Ont contribué à ce numéro



D.R

Joël AKOWANOU est titulaire d'un doctorat de l'École des Mines de Paris. Il a été responsable du département Infrastructures et projets complexes chez Enbridge. Avant de rejoindre le leader du transport de l'énergie, Joël Akowanou a travaillé chez l'un des « super majors » de l'oil&gas et chez le géant américain de la fourniture de solutions électriques. Depuis 2018, il est le directeur des Opérations de MCA Bénin II, où il dirige la mise en œuvre opérationnelle, efficace et effective de ce programme.



D.R

Teun BASTEMEIJER is former director and currently senior advisor with the Water Integrity Network and steering committee member of the OECD Water Governance Initiative. Previously held senior management and advisory posts, as country director, programme director, regional advisor. During his international career of over 30 years, he worked many countries in Africa, Asia and Latin America conducting and facilitating research, evaluations and advisory assignments in urban and regional planning, rural water supply, urban water supply and drainage, sector policy, strategy and programme reviews. His expertise profile covers interdisciplinary and participatory approaches, institutional development, urban and regional planning, land and water management, utility management, rural development, cultural tourism, public-private partnership. He is a Dutch national with strong ties in France.



D.R

Henri BOYÉ (X 67) est ingénieur général honoraire des Ponts, des Eaux et des Forêts. Ancien directeur Afrique à EDF et coordonnateur Énergie et climat au ministère de l'Énergie, il a travaillé dans l'énergie en France, puis à l'international, à Electricité de France, en tant que directeur Afrique, puis délégué général au Maroc, et expert en énergies renouvelables. Il est aujourd'hui consultant en énergie et en électrification, notamment au Bénin, dans le cadre du MCA Bénin II.

Jean-Marc CHÂTAIGNER a été nommé Ambassadeur, envoyé spécial pour le Sahel, à compter du 1^{er} octobre 2017. Il était depuis mars 2015, directeur général délégué de l'Institut de recherche pour le développement



D.R

(IRD). Avant d'être nommé à ce poste, Jean-Marc Châtaigner a été directeur général adjoint de la Mondialisation, du développement et des partenariats au ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (2012/2014), Ambassadeur de France à Madagascar (2009/2012), directeur de Cabinet du Secrétaire d'État pour la Coopération et la Francophonie (2007/2009), et directeur du département du Pilotage stratégique et des partenariats (2004/2007) à l'AFD (Agence française de développement). Il a occupé tout au long de sa carrière différents postes en Afrique et à la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York. Au sein de l'OCDE, il a notamment coprésidé le groupe États fragiles du Comité d'aide au développement (CAD) (2005-2007) et a présidé, en 2015, le MOPAN (Réseau multilatéral d'évaluation de la performance des organisations multilatérales). Il a écrit plusieurs ouvrages et articles sur les questions de développement international et de sécurité. Il a en particulier dirigé la publication du premier ouvrage français sur la résilience (« Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation ») et a codirigé en 2017, avec Patrick Caron, un livre de questionnement sur les Objectifs de développement durable (« Un défi pour la planète – Les Objectifs de développement durable en débat »).



D.R

actuellement volontaire en service civique au sein de l'ONG SOS Villages d'enfants Maroc.

Clémence CHEVALIER est titulaire d'une double licence d'économie-gestion et de droit. Étudiante en Master de droit – mention Relations internationales – à l'Université Paris II Panthéon-Assas, elle a effectué un stage de 6 mois à la direction d'Afrique et de l'océan Indien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle est



D.R

UN Secretary General in Liberia and then in the Demo-

Alan DOSS is the President of the Kofi Annan Foundation. Alan Doss has worked for the United Nations (UN) on peacekeeping, development and humanitarian assignments around the world.

These assignments included UN peacekeeping appointments as the Special Representative of the

cratic Republic of the Congo, as well as Deputy Special Representative and Humanitarian Coordinator in Sierra Leone and Principal Deputy Representative in Côte d'Ivoire.

Among other posts, he has served as Director of the UN Border Relief Operations in Thailand, which was set up to assist people displaced during the war in Cambodia. He represented the United Nations Development Programme (UNDP) in a number of African and Asian countries. He was also the Director of the UNDP's European Office.

From 1997-2000, he served as the Director of the United Nations Development Group (UNDG) in New York, where he coordinated the implementation of Kofi Annan's reform of UN operational activities. During that period, he oversaw the preparation of the Better World for All report, a foundational document for the millennium development goals.

Alan Doss has written numerous articles on development and peacekeeping and frequently speaks at international fora and events and is an Associate Fellow at the Geneva Centre for Security Policy (GCSP).

Alan Doss can be found on Twitter.



D.R

Dr. Mafini DOSSO est française et ivoirienne. Elle est née à Abidjan, en Côte d'Ivoire, où elle obtient à 17 ans son Baccalauréat en filière scientifique. Elle poursuit ses études supérieures en DEUG de mathématiques appliquées et sciences sociales à l'Université Paris 7 Denis Diderot, puis obtient sa licence et sa maîtrise en économie internationale à l'Université

Paris 1 Panthéon Sorbonne (France). Après l'obtention d'un Diplôme d'études approfondies (DEA ou Master II recherche) en économie de l'industrie et des services validé avec mention bien, elle entame des études doctorales sous une double supervision franco-italienne et est attributaire d'une allocation de recherche du ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Pendant cette période, elle bénéficie d'une formation européenne, en participant à plusieurs conférences internationales et aux activités scientifiques de réseaux d'excellence, tels que DIME (Dynamique des institutions et marchés en Europe). Elle réalise également des séjours de recherche au laboratoire LEM (Laboratoire d'économie et de gestion) de la Sant'Anna School of Advanced Studies (Pise, Italie) et au SPRU (Unité de recherche sur les politiques scientifiques) de l'Université de Sussex, en Angleterre. Entre 2005 et 2012, elle est chargée de travaux dirigés à l'Université Panthéon Sorbonne, puis chargée de cours à l'Institut catholique de Paris et à l'Institut supérieur du management public et politique à Paris. En 2012, Mafini Dosso obtient son grade de docteur en sciences économiques, sa thèse ayant pour sujet « Systèmes nationaux d'innovation et spécialisations productives et technologiques » (application aux pays de l'OCDE). Ses thèmes de recherche doctorale incluent, entre autres, l'économie de l'innovation, les systèmes d'innovation,

les politiques nationales d'innovation, les dynamiques industrielles et grandes firmes et les performances technologiques et d'innovation (recherche et développement, brevets).

En 2013, elle rejoint, en tant qu'officier scientifique (post-doctorat), le Centre commun de recherche – CCR/JRC – de la Commission européenne à Séville (Espagne). Depuis 2016, Mafini Dosso y travaille en tant qu'économiste et analyste politique au sein de l'Unité B3 Développement territorial de la direction B. Croissance et innovation. Pendant ses premières années d'activité à la Commission européenne, Mafini Dosso a essentiellement travaillé sur l'analyse économique des investissements en recherche et développement et innovation des plus grandes entreprises européennes et mondiales. Ses travaux les plus récents dans ce domaine portent sur la propriété intellectuelle des grandes entreprises (brevets, marques, dessins industriels), l'analyse qualitative des réseaux mondiaux et chaînes de valeur d'innovation, les politiques pour l'industrie 4.0 et le rôle de la science pour la politique. Mafini Dosso est éditrice et co-auteure de publications scientifiques, de plusieurs notes politiques et rapports techniques, internationaux et européens, sur ces sujets. Elle a participé et organisé plusieurs conférences, formations et débats internationaux.

Depuis 2017, Mafini Dosso est également en charge de la coordination scientifique des activités dédiées aux stratégies d'innovation pour la « spécialisation intelligente » pour la région Afrique au sein de l'Unité B3 Développement territorial du CCR. Au titre de ses activités journalières, elle cartographie et évalue les cadres institutionnels pour l'innovation et fournit un soutien scientifique pour l'évaluation des potentiels d'innovation des territoires. Dans le cadre de la collaboration Afrique-Union européenne, elle travaille avec ses pairs scientifiques, les institutions et organisations africaines et internationales afin d'améliorer la contribution de la science, de la technologie, de l'innovation et de l'industrie à la croissance économique et au développement durable.

Mafini Dosso maintient également des liens et échanges réguliers avec plusieurs communautés associatives et *Tech Hubs* de jeunes Ivoiriens et Africains et intervient, depuis 2012, comme volontaire pour l'Association des femmes inventeurs et entrepreneurs de Côte d'Ivoire, l'AFIECI.

Mafini Dosso parle couramment le français, l'anglais et l'espagnol.

<https://www.linkedin.com/in/mafini-dosso-7b074695/> et <https://twitter.com/MafiniDosso>



D.R

Alain DUCASS est ingénieur général des Mines et diplômé de l'École polytechnique de Paris (X 73). Il exerce actuellement comme chef d'entreprise (energetIC), consultant et médiateur, principalement en Afrique, et accessoirement écrivain et journaliste (ex. CIOMAG).

Il justifie également d'un mas-

rière Développement durable de l'Université Paris VII et d'un mastère en Droit de l'Université de Strasbourg, ainsi que de formations en marketing, finance, médiation et conduite du changement au sein de différentes structures (Adetem, ATCC, IFOMENE, ESSEC...).

Il dispose d'une expérience professionnelle de plus de 40 ans, essentiellement au sein de la fonction publique française : il a ainsi exercé à la DATAR (Service du Premier ministre), au sein du ministère des Finances, du ministère chargé de l'Économie numérique, au ministère de l'Intérieur ou encore au sein de celui de l'Aménagement du territoire. Depuis 10 ans, il intervient en Afrique en tant que consultant international spécialiste de stratégies numériques gouvernementales.

Depuis 3 ans, il exerce également les fonctions de médiateur ; il est d'ailleurs président des sessions euro-africaines de la médiation et du changement. Il est également administrateur du Conseil international de la médiation.

Il peut se prévaloir de nombreuses références :

- au niveau mondial, il a assuré une activité de conseil auprès de la Commission européenne, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de l'AFD..., une activité portant notamment sur l'identité numérique ;
- au niveau de l'Afrique : il a participé à l'élaboration des stratégies d'économie numérique de différents pays africains (Guinée, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Djibouti, Maroc...). Ainsi, en Côte d'Ivoire, il a participé à l'évaluation des schémas e-agriculture, e-santé, e-éducation et eGouv ; a apporté sa contribution à l'élaboration du schéma e-Gouv actuel et du schéma directeur e-finances publiques ; et a œuvré à la mise en place du télépaiement et du téléprélèvement des impôts.

Il agit également comme un catalyseur de la transformation énergétique, numérique et sociale de la verticale Afrique-Méditerranée-Europe ;

- en France, il a apporté sa contribution à l'élaboration des stratégies numériques et d'aménagement numérique du territoire ; et a travaillé avec différents organismes professionnels (IPEMED, FNTC, AIGCEV...) ;
- dans le secteur privé : il a accompagné des entreprises françaises dans la définition de leurs stratégies africaines ;
- au niveau de la société civile : il a assuré la conduite de négociations, médiations et conciliations en France et en Afrique.

En 2005, il a été lauréat des trophées de l'économie numérique.

Il est chevalier dans l'Ordre national du Mérite (2014).



D.R

Professor Dr. Peter EIGEN is the founder and Chair of the Advisory Council of Transparency International. 2006, he was the founding chair of Extractive Industries Transparency Initiative (EITI).

Peter Eigen worked at the World Bank in economic development for 25 years. He lectured at the Universities of Frankfurt and

Georgetown, at Harvard University, and at Johns Hopkins University/SAIS and since 2002. He is teaching at the Freie Universität, Berlin. In 2007, he joined Kofi Annan's Africa Progress Panel and co-chairs now the successor organisation: Africa Progress Group, leading the Fisheries Transparency Initiative (FiTI) and Local Electricity Access Program (LEAP).



D.R

Béatrice GARRETTE est diplômée d'HEC (85). Béatrice Garrette est directrice générale de la Fondation Pierre Fabre (www.fondationpierrefabre.org) reconnue d'utilité publique en 1999, dont la mission est de faciliter l'accès aux médicaments et aux soins de qualité pour les populations des pays les moins avancés. La Fondation Pierre Fabre développe ses

actions dans 15 pays en Afrique, en Asie, au Liban et en Haïti, autour de 5 axes prioritaires : la formation des pharmaciens, la lutte contre la drépanocytose, la dermatologie, l'accès aux soins primaires pour les populations vulnérables et la e-santé. La recherche de solutions innovantes au service de l'amélioration de l'accès aux soins a conduit à la création en 2016 de l'Observatoire de la e-santé dans les pays du Sud (www.odess.io), en partenariat avec l'Agence française de développement.

Avant de rejoindre la Fondation Pierre Fabre en 2013, Béatrice Garrette a dirigé des entreprises du secteur des médias et de l'édition, dont Malesherbes Publications, qui fait partie du groupe *Le Monde* et l'agence de photojournalisme Sipa Press, de 2002 à 2011. Elle a débuté sa carrière comme éditeur au sein du groupe Bayard (1986 à 2001) et développé la presse éducative jeunesse à l'international, ainsi que des magazines autour des sciences et de la nature.

Béatrice Garrette est chevalier dans l'Ordre national du Mérite.



D.R

Thierry GIORDANO est chercheur au Cirad. De 2016 à 2018, il était conseiller Coopération décentralisée auprès de la directrice des Partenariats de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Il a participé au renforcement des partenariats, ainsi qu'au montage et à la mise en œuvre de projets avec des collec-

tivités locales et leurs associations, plus particulièrement en Afrique sub-saharienne. Il a précédemment travaillé pour la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA) en Afrique du Sud, comme expert économie verte et changement climatique, en appui aux collectivités locales. Il a aussi été dans le même temps membre de l'équipe de coordination d'un projet de la Banque mondiale sur la transformation structurelle des économies rurales (projet RuralStruc). De 2007 à 2012, il a initié et développé

les programmes de travail de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDRRI) sur l'aide publique au développement et à la coopération internationale. Il est titulaire d'un Doctorat en économie agricole de Montpellier SupAgro.



François GIOVALUCCHI est actuellement *fellow* de l'Institut d'études avancées de Nantes. Il est diplômé de l'Institut d'Études politiques de Paris (IEP) et est titulaire d'un DEA d'économie et finances internationales de l'Université Paris X. Il a occupé divers postes de responsabilité en France et à l'étranger, dont 17

ans en Afrique, pour l'Agence française de développement et la direction générale du Trésor. Il a assuré des enseignements à l'IEP. En parallèle de son activité professionnelle, il a poursuivi une activité de recherche et est l'auteur de plusieurs articles, sous son nom ou sous pseudonyme, dans des revues universitaires et dans la presse généraliste. Au travers d'une approche d'économie politique, il s'est notamment attaché à analyser les outils (méthode du cadre logique), les objectifs internationaux (Objectif du millénaire pour le développement, puis Objectifs de développement durable) ou les concepts (résilience) de l'aide au développement.



Marie de LATTRE-GASQUET est chercheur au Cirad dans l'unité mixte de recherche ARTDev (Acteurs, ressources et territoires dans le développement) et est secrétaire du conseil scientifique. Entre 2012 et 2017, elle a coordonné pour le Cirad la prospective Agrimonde-Terra. Auparavant, elle a été secrétaire du comité

d'éthique Cirad-Inra, conseiller du directeur général, et chargée de mission à la direction des Relations extérieures, et a également animé et participé à plusieurs exercices de prospective. Elle a aussi travaillé dans l'équipe scientifique du CGIAR System Organization (2013-2017) et à l'Agence nationale de la recherche (ANR) (2006-2011). Elle a commencé sa carrière dans un centre international de recherche du CGIAR. Titulaire d'un MBA et d'un Doctorat en sciences économiques et gestion, elle est auditeur de l'IHEST et membre correspondant de l'Académie d'agriculture de France.

Richard LAVERGNE est ingénieur général du corps des Mines, diplômé de l'École polytechnique (promotion 75), de l'École supérieure de métrologie et de Télécom Paris-Tech. Depuis janvier 2017, il est membre permanent du Conseil général de l'Économie (ministère de l'Économie et des Finances), où il exerce les fonctions de référent « Énergie et Climat ». De 2008 à 2016, il a été conseiller auprès, à la fois, du directeur général de l'Énergie et du Climat (DGEC) et de la Commissaire générale au Déve-



D.R

loppement durable (CGDD), au sein du ministère chargé de l'Environnement et de l'Énergie. À ce titre, il a assuré, notamment, les missions de Secrétaire général du comité pour l'économie verte, de Secrétaire général du comité d'experts pour la transition énergétique, de vice-président du comité pour la coopération à long terme (SLT Committee) de

l'Agence internationale de l'énergie et de président pour l'UE du groupe thématique sur les marchés et les stratégies énergétiques dans le cadre du dialogue énergétique UE-Russie. De fin 2012 à mi-2013, Richard Lavergne a été fortement impliqué dans l'organisation du Débat national pour la transition énergétique. De 2008 à 2017, il a été membre du comité directeur de l'Association française des économistes de l'énergie. De 1995 à 2008, il a été directeur de l'Observatoire de l'énergie et des matières premières au sein du ministère chargé de l'Énergie. De 1990 à 1995, il a été directeur du Réseau national d'essais (RNE), organisme national d'accréditation pour les laboratoires d'essai et d'analyse.



D.R

Cathia LAWSON-HALL est directrice des Relations Clients et Banque d'investissement pour l'Afrique, à la Société Générale. Elle est en charge des relations avec les gouvernements, les grandes entreprises et les institutions financières africaines. Cathia Lawson-Hall justifie d'une solide expérience dans la Banque de financement et d'in-

vestissement, principalement dans les marchés de capitaux de dette, l'analyse financière et le conseil.

Cathia Lawson-Hall est également membre du conseil de surveillance et présidente du comité d'audit du Groupe Vivendi, un des leaders mondiaux des médias. Elle siège aussi au conseil d'administration de la Société Générale Côte d'Ivoire et de la Société Générale Bénin-Togo.

En juillet 2018, le Président Emmanuel Macron a nommé Cathia Lawson-Hall coordinatrice du France Nigéria Investment Club, dont il a annoncé le lancement à l'occasion de sa visite d'État au Nigéria.

Cathia Lawson-Hall est l'une des six récipiendaires, aux côtés du maire de Londres, Sadiq Khan, du Trophée de la diversité décerné en mars 2017 par le *think-tank* « Club XXI^e Siècle » dans la catégorie Parcours professionnel. En décembre 2015, Cathia Lawson-Hall a été élue Manager de l'année 2015 lors de la sixième édition de *La Tribune Women's Awards*. Elle est diplômée de l'Université Paris-Dauphine et est titulaire d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) en finances.

Acha LEKE is a senior partner at McKinsey & Company and chairman of its Africa practice. He joined McKinsey in 1999, went on to establish the firm's Nigeria office in 2010,



D.R

and has been at the forefront of McKinsey's expansion across Africa, working in more than twenty countries. He holds several leadership roles at McKinsey, including senior partner in charge of global recruiting, council member of the McKinsey Global Institute (MGI), and leader of the firm's private equity, public sector, and social sector practices in

Africa. Acha Leke is motivated by one overarching question: "Will it have mattered to Africa that I lived?" This prompted him to cofound the African Leadership Group, which includes the African Leadership Academy and the African Leadership Network. He has worked to ease travel restrictions in Africa, which has led many countries to drop visa requirements for fellow Africans, and serves on a committee to reform the African Union, chaired by President Paul Kagame of Rwanda. Acha Leke has received many awards and recognitions, has authored dozens of articles for publications including *Harvard Business Review* and the *McKinsey Quarterly*, and is coauthor of MGI's widely recognized Lions on the Move reports on the progress and potential of Africa's economies.



D.R

Louis MARÉCHAL a rejoint l'unité sur la conduite responsable des entreprises de la division de l'Investissement de l'OCDE en septembre 2014. Il travaille plus particulièrement sur la promotion, la diffusion et la mise en œuvre du Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais issues

des zones de conflit et à haut risque. Il couvre notamment les activités liées au continent africain et à l'Inde, à l'exploitation artisanale et à petite échelle, et a développé une expertise particulière sur le secteur de l'or.

Avant de rejoindre l'OCDE, Louis Maréchal a travaillé pendant plus de quatre ans au ministère français des Affaires étrangères, sur des questions relatives à la transparence et à la gouvernance du secteur minier, et à la sécurité des approvisionnements en métaux stratégiques. Louis Maréchal a débuté sa carrière dans un cabinet de conseil en stratégie spécialisé sur les secteurs de la Défense et de l'industrie extractive.

Louis Maréchal est titulaire d'un DESS et d'un DEA en relations internationales, Défense et sécurité.

Dr. Arthur MINSAT dirige l'unité Afrique du Centre de développement de l'OCDE. Ses responsabilités incluent les « Dynamiques des économies africaines 2018 : croissance, inégalités, emploi », un rapport phare publié en partenariat avec l'Union africaine ; l'établissement des « Statistiques sur les recettes publiques en Afrique », une publication de l'Union africaine, de l'OCDE et du Forum sur l'administration fiscale africaine. Arthur Minsat a conduit la rédaction



D.R

des « Perspectives économiques en Afrique (PEA) – Entrepreneuriat et Industrialisation » ; « Villes durables et transformation structurelle » ; et « Développement territorial et inclusion spatiale ». Au PNUD à New York, Arthur Minsat a contribué à l'élaboration de rapports sur le développement humain. Il s'est porté volontaire pour aller à Abidjan durant la crise

électorale de 2010 à 2011 dans le cadre de l'opération des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire (ONUCI). À Londres, il a enseigné l'économie et les relations internationales dans plusieurs universités. À Bruxelles, il a travaillé pour le groupe privé Wolters Kluwer. Arthur Minsat est titulaire d'un Doctorat de la London School of Economics (LSE) et d'un double diplôme franco-allemand de Sciences-Po Lille et de l'Université de Münster.



D.R

Mario PEZZINI est directeur du Centre de développement de l'OCDE.

Par ailleurs, après avoir été, pendant un an, directeur par intérim de la direction pour la Coopération au développement de l'OCDE, il a été nommé Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'OCDE chargé du développement.

Le Centre de développement de l'OCDE est une institution au sein de laquelle des représentants des gouvernements, des entreprises et de la société civile débattent informellement de questions d'intérêt commun. Le Comité directeur du Centre regroupe la plupart des pays de l'OCDE et compte parmi ses membres des représentants des économies émergentes et des pays en voie de développement. Le Centre aide les décideurs des pays de l'OCDE et des pays partenaires à trouver des solutions innovantes aux problèmes de développement dans le monde.

Mario Pezzini a rejoint le Centre de développement en 2010. Auparavant, il a exercé plusieurs fonctions d'administrateur au sein de l'OCDE, où il travaille depuis 1995.

Avant de rejoindre l'OCDE, Mario Pezzini a été professeur d'économie industrielle à l'École nationale supérieure des Mines de Paris, ainsi qu'au sein d'universités américaines et italiennes. Mario Pezzini a été à plusieurs reprises conseiller pour des organisations internationales et *think tanks* – comme l'OIT, l'ONUDI, la Commission européenne et Nomisma en Italie – en matière de développement économique, d'organisation industrielle et d'économie régionale. Il a commencé sa carrière au sein du gouvernement régional d'Émilie-Romagne.

Rémy RIOUX est Conseiller maître à la Cour des comptes. Il a exercé des responsabilités en France au service du Développement et de l'Afrique.

Il a été le directeur de Cabinet de Pierre Moscovici, mi-



D.R

nistre de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur de 2012 à 2014, et a, à ce titre, participé à l'effort de redressement des comptes publics et de la compétitivité de l'économie française.

En 2014, Laurent Fabius le nomme Secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et du Développement

international. Il y est le pilier de la politique de diplomatie économique. Il coordonne également l'agenda « finance » pour la présidence française de la COP21, et ce jusqu'à la négociation finale de l'Accord de Paris sur le climat.

Fin connaisseur des institutions financières internationales, notamment des banques de développement, passionné par les questions de développement et de climat, familier du continent africain et de ses défis, il a pris en charge, en juin 2016, la direction de l'Agence française de développement, qui a vu son mandat élargi et ses moyens accrus.

Rémy Rioux est également président de l'International Development Finance Club (IDFC), le groupe leader de 24 banques de développement nationales et régionales du monde entier, principalement actives sur les marchés émergents. IDFC est le plus grand fournisseur mondial de financement public pour le développement et le climat, avec un actif cumulé de 4 000 milliards USD et des engagements annuels supérieurs à 850 milliards USD, dont 200 milliards USD en financement climat.

Dr. Françoise ROURE est Contrôleur général économique et financier. Elle est la présidente de la section Sécurité et Risque du Conseil général de l'Économie (CGE) au ministère de l'Économie et des Finances. Elle a créé et présidé la section Technologies et société du CGE, après avoir présidé la section Économique et juridique du Conseil général des Technologies de l'information. Elle est vice-présidente du groupe de l'OCDE sur les biotechnologies, les nanotechnologies et les technologies convergentes.



D.R

Boris SAMUEL est chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africain, américain et asiatique (CESSMA) – UMR 245 – Université Paris Diderot/IRD/INALCO. Dans le cadre de ses travaux de recherche, il analyse les relations sociales et les trajectoires poli-

tiques à partir des objets et pratiques de la statistique et de la macroéconomie. Ses projets de recherche portent actuellement sur les nouvelles techniques de l'État social au Maroc, sur la planification en Afrique et sur les statisticiens en Afrique de l'Ouest francophone. Plus généralement, il développe une analyse de la mise en chiffres des

sociétés africaines. Il a soutenu en 2013 une thèse intitulée « La production macroéconomique du réel. Formalités et pouvoir au Burkina Faso, en Mauritanie et en Guadeloupe ». Diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, il a travaillé pendant une dizaine d'années comme praticien de l'économie et de la statistique auprès de gouvernements et d'organisations internationales en Afrique avant de se tourner vers la recherche en sciences sociales. Boris Samuel a enseigné à SciencesPo, à l'Université Paris 1 La Sorbonne, ainsi qu'à l'École de gouvernance et d'économie de Rabat – Université Mohamed VI (Maroc). Il est membre du comité de rédaction de la revue *Politique africaine*.



D.R

Thierry TÉNÉ justifie de plus de 10 années d'expérience dans le domaine de l'économie verte et de la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Thierry Téné est titulaire d'un DESS en aménagement et environnement – Conception de projets en éco-développement. Il a aussi suivi les formations profession-

nelles suivantes à l'ADEME : méthode Bilan Carbone, maîtrise de la demande en énergie, prévention des déchets, éco-conception des produits et services et achats écoresponsables.

Juste après ses études en France, il crée le cabinet A2D Conseil en 2006, qui est spécialisé sur l'économie verte. En 2011, il co-fonde, en France, l'Institut Afrique RSE, avant la création du même Institut au Cameroun, en 2014. Depuis avril 2018, il est associé et directeur du cabinet Afrique RSE.

Thierry Téné a déjà réalisé un audit RSE au sein d'AZUR SA, une entreprise agro-alimentaire camerounaise, et lui a proposé une stratégie de déploiement de la RSE en son sein. Il a réalisé le guide sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises minières industrielles au Katanga en RDC. Thierry Téné assiste actuellement le gouvernement camerounais dans l'élaboration de sa stratégie et des politiques publiques de RSE au Cameroun.

Il réalise actuellement le guide RSE santé au Cameroun et l'audit RSE de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale.

Depuis 2012, il a conçu, organisé et animé des séminaires de formation et de renforcement des capacités pour plus de 100 cadres et dirigeants dans plusieurs pays africains sur la norme ISO 26000 relative à la RSE. Thierry Téné est à l'initiative du Forum international des pionniers de la RSE en Afrique et du KILIMANDJARO, le réseau des acteurs de la RSE et de l'économie durable en Afrique. Il est souvent invité pour participer à des conférences et forums en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord.

Il a déjà publié plus de 100 analyses sur la RSE et l'économie durable dans le contexte africain. Il a aussi dispensé des cours sur la RSE et l'économie verte et enseigne dans de nombreuses écoles et universités en Afrique.



Lionel ZINSOU est co-fondateur et co-président de SouthBridge et ancien Premier ministre du Bénin (2015-2016).

Après des études à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, à Sciences Po Paris, puis à la London School of Economics (LSE), il commence sa carrière en tant qu'universitaire et dirige

le département de sciences sociales de l'École Normale Supérieure. En 1980, il rejoint le cabinet du ministre de l'Industrie, puis du Premier ministre, Laurent Fabius.

Il intègre par la suite le secteur privé, chez Danone, où il occupe plusieurs postes de direction et entre au comité exécutif, avant de rejoindre Rothschild & Cie en 1997 en tant qu'associé-gérant et d'y diriger le groupe sectoriel des

biens de consommation et de la région Afrique-Moyen-Orient. Nommé en 2009, président de PAI Partners, il contribue pleinement à en faire l'un des principaux fonds de capital-investissement en Europe.

En 2015, il est nommé Premier ministre du Bénin. En 2017, de retour en France, il co-fonde SouthBridge, une société de conseil financier dédiée au continent africain.

Il occupe en parallèle de nombreuses fonctions associatives : il est notamment président de la Fondation de l'École Normale Supérieure et du *think tank* Terra Nova.

Afro-optimiste convaincu, il s'engage en faveur du développement économique de l'Afrique : c'est dans cette optique, qu'en 2015, il s'est vu confier la création de la Fondation Africa France, pensée comme une plateforme d'échanges entre les grands acteurs des secteurs publics et privés africains et français.